**Mission d’évaluation Finale du**

**Projet de Renforcement de Capacités Communautaires en gestion des**

**conflits et promotion de la Paix à l’Est de la RDC (Projet CHAPEAU).**

|  |
| --- |
| **I. Information sur la position** |
| Poste : Un Consultant international et un consultant national Type de contrat : Consultant individuel (IC) Lieu d'affectation : **Nord et Sud-Kivu** (République Démocratique du Congo)Durée d’affectation : 45 jours calendairesEntrée en fonction : **16 Février 2015**Date limite candidatures :  |
| **II. Contexte et justification** |
| 1. **CONTEXTE ET DESCRIPTION DU PROJET**

Le contexte général de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par les efforts soutenus pour renforcer l’autorité de l’Etat et consolider la paix d’une part et assurer d’autre part l’assainissement du cadre macroéconomique. Ces perspectives favorables sont tout de même de portée limitée au regard des conditions de vie des populations. A l’Est notamment, la stabilisation et la reconstruction du pays sont handicapées par la prédominance des conflits armés, fonciers et identitaires. Il est important que les efforts de gestion de conflits et de gouvernance locale/communautaire aillent de pair avec l’amélioration des conditions de vie des populations, par la reprise des activités agricoles, la relance de l’économie locale et l’amélioration de l’accès aux services sociaux de base. Le projet **«**Renforcement des capacités communautaires en gestion des conflits et promotion de la paix à l’Est de la République Démocratique du Congo »**,** communément appelé ‘Projet Chapeau’, est fondé sur une approche holistique, combinant tant la promotion des mécanismes de dialogue intra- et intercommunautaires que l’amélioration des conditions de vie des populations, par la mise en place de conditions favorables aux déplacés, retournés et réfugiés, et au rapatriement des groupes armés et de leurs dépendants. Son objectif principal est de contribuer à l’émergence des conditions propices au dialogue au sein et entre les communautés, à l’éloignement des menaces que fait peser la présence des groupes armés sur la sécurité des hommes et des femmes ainsi que des communautés et de rendre possible la stabilisation, la relance de l’économie et le développement d’une citoyenneté orientée vers la paix. Il est exécuté dans le cadre de la Stratégie Internationale d’Appui à la Sécurité et à la Stabilisation (I4S) et du Plan pour la Stabilisation et Reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC) du Gouvernement Congolais. (voir annexe 1 pour les objectifs, effets et produits du projet et de ses 6 sous-projets). Comme la situation (dont les besoins et priorités), ainsi que les mécanismes et structures existants, sont différents d’une zone à l’autre, des projets spécifiques ont été proposés. Cette stratégie mobilise différents acteurs d’exécution, aussi bien des ONG que des agences des Nations Unies, avec des approches différentes à chaque situation spécifique.Consécutivement à l’accord d’extension sans coût consentie par le bailleur de fonds, en l’occurrence le Royaume des Pays-Bas, et en prévision de la fin du projet le 30 juin 2015, le PNUD qui assure la coordination du projet prévoit, en vertu des usages en matière de gestion des projets, d’organiser une évaluation externe et indépendante dudit projet. 1. **OBJET DE L’EVALUATION**

Cette évaluation poursuit les objectifs suivants: **En termes de pertinence :*** Evaluer dans quelle mesure le projet a contribué à répondre aux besoins et à résoudre les problèmes des populations bénéficiaires identifiés pendant la phase de conception.

**En termes d’efficacité :*** Evaluer dans quelle mesure le projet a eu un impact, notamment en ce qui concerne la dynamique sociale (prévention/gestion des conflits, cohésion sociale, gouvernance communautaire), la dynamique économique et la reprise des services sociaux de base.
* Analyser les différentes approches des sous-projets, leurs avantages et inconvénients afin de répondre à la problématique posée et le lien avec la stabilisation (et la révisons de l’approche de l’I4S)
* Evaluer les effets synergétique ou complémentaire entre les différents sous-projets et les effets d’apprentissage mutuelle entre les sous-projets (est-ce que les sous-projets ont appris l’un de l’autre)

**En termes d’efficience :*** Evaluer dans quelle mesure les ressources investies ont permis d’atteindre de façon appropriée les différents groupes cibles – impact)

**En termes d’appropriation et de durabilité:*** Apprécier l’engagement de la population locale, les autorités locales et provinciales et le lien avec les planifications à différents niveaux (local, territorial, provincial et national) et la pérennité et les mesures prises pour assurer la pérennité du projet et des sous-projets
* Identifier et documenter les grands enseignements tirés et les bonnes pratiques sur les sujets spécifiques
1. **PORTEE DE L’EVALUATION**

L’évaluation couvrira les interventions du Projet Chapeau dans les Provinces du Nord- et Sud-Kivu dans son ensemble et touchera les six sous projets. Il ne s’agit pas d’évaluer en détail toutes les activités, mais plutôt d’apprécier les différentes approches par les sous-projets, et leurs effets et impacts concernant la stabilisation et la contribution à la paix. Le Projet Chapeau est un ensemble de 6 sous-projets, constitué de 2 sous-projets conjoints exécutés par les Agences de Nations Unies (un au Sud-Kivu avec l’UNICEF comme lead et un au Nord-Kivu avec UN-HABITAT comme Lead), un sous-projets conduit par la MONUSCO-DDRRR et 3 par des ONG’s, à savoir NRC, International Alert et Life & Peace Institute. C’est le premier projet, avec une telle construction et il est alors important d’analyser si une telle structure a des avantages, si elle répond à des suppositions sous-entendues, mais non-écrites, d’apprentissage mutuel et de renforcement de la collaboration entre agences et ONG. Ce mécanisme de concertation et de coordination entre ses différents sous-projets a-t-il contribué à l’échange d’expériences ? En plus, comme chaque sous-projet a sa propre philosophie, approche et méthodologie, l’évaluation devra permettre de faire aussi une comparaison des différentes approches, leurs avantages et inconvénients, afin de tirer des leçons et recommandations.Pendant la première phase de la stratégie I4S, plusieurs faiblesses ont été constatées. Le Projet Chapeau qui a été approuvé avant la formulation de la deuxième phase de l’I4S (dont les grandes lignes étaient déjà disponibles), constitue une sorte de transition entre ces deux phases. En effet, la 2ème phase de l’I4S a mis l’accent, entre autres, sur le dialogue communautaire, les approches plus holistiques, le lien entre intervention humanitaire et stabilisation. Maintenant que cette révision est réalisée et que l’I4S est au stade de formulation des interventions (prévue pendant le premier trimestre 2015), il serait utile d’alimenter les réflexions avec une analyse par un œil externe des différentes approches des sous-projets et des mécanismes de coordination entre ces différents sous-projets. Cette évaluation permettra aussi de disposer des informations sur la pertinence du projet, son efficacité, son efficience, la manière dont le projet est mis en œuvre (durabilité et appropriation), le niveau d’alignement aux priorités provinciales du STAREC, l’impact sur la stabilisation et la promotion de la paix. Il est attendu une documentation consistante des leçons apprises, des bonnes pratiques reproductibles ainsi que l’édition des recommandations. Les résultats de l’évaluation fourniront également des orientations sur les perspectives possibles de ce projet ou des sous-projets (faudra-t-il envisager une autre phase du projet ou des sous-projets ou son extension sur d’autres zones ?). La couverture géographique se situe dans les provinces suivantes : **Nord-Kivu** (localités de Luhonga[[1]](#footnote-1), Kamuronza,Mubambiro, Kingi, Mahele, Kimoka)[[2]](#footnote-2), Beni (Mavivi, Mbau, Oïcha, Eringeti)[[3]](#footnote-3) , Petit Nord Kivu (Bino, Masisi centre, Katale, Balwi, Kalinga, Biiri)[[4]](#footnote-4) ; Buleusa, Kiwandja et site DDRRR Muningi[[5]](#footnote-5) **Sud-Kivu**: Kalehe (Axe Mitti-Hombo[[6]](#footnote-6)), Territoires d’Uvira et de Fizi[[7]](#footnote-7). 1. **QUESTIONS DE L'ÉVALUATION, NIVEAUX D'ANALYSE ET CRITÈRES D'ÉVALUATION**

L’évaluation devra répondre aux questions fondamentales suivantes réparties en cinq catégories ou analyses. Les cinq critères d'évaluation seront appliqués: la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l’impact.1. **Pertinence : La mesure dans laquelle les objectifs d'une intervention de développement correspondent aux besoins et aux intérêts des populations et du pays et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement**.
2. Dans quelle mesure et de quelles façons le projet Chapeau a-t-il contribué à répondre aux besoins (socio-économiques) et à résoudre les problèmes identifiés dans la phase de conception ?
3. Dans quelle mesure les différents approches des partenaires de mise en œuvre du Projet Chapeau ont-ils apporté une valeur ajoutée pour résoudre les problèmes liés à la transformation des conflits, au renforcement des capacités communautaires, à la promotion de la paix et au développement énoncés dans le document de projet ?
4. Intégration de l'approche genre : dans quelle mesure le projet a su prendre en compte des spécificités des hommes et des femmes à toutes les phases du cycle de projet ?
5. **Efficience : Mesure dans laquelle les ressources/intrants (fonds, temps, ressources humaines, etc.) ont conduit à des réalisations dans des limites de coûts acceptables**
6. Est-ce que les couts sont en lien avec le nombre de bénéficiaires et les résultats atteint à leur niveau (value for money) ?
7. Dans quelle mesure la mise en œuvre d'un projet conjoint (groupe d'organismes) a-t-elle été plus efficiente que si les interventions avaient été exécutées par un seul organisme ou des projets séparées ?
8. Les structures de concertation/coordination mises en place par le projet Chapeau (comité de pilotage, comité technique de suivi, Unité de coordination conjointe,) ont-elles facilité l'appropriation, la coordination des activités et la meilleure mise en œuvre des activités ?
9. **Efficacité : Mesure dans laquelle les objectifs de l'intervention de développement ont été atteints.**
10. Dans quelle mesure le projet chapeau a-t-il contribué à livrer les produits et à atteindre les résultats initialement prévus / définis dans le document de projet ?
11. Dans quelle mesure le projet a-t-il eu un impact (et lequel : cohésion sociale, dialogue communautaire, gestion des conflits, amélioration des conditions de vie, relation citoyen-état, sécurité, relations hommes-femmes, etc.) sur les communautés ciblées ?
12. Dans quelle mesure le projet Chapeau a-t-il contribué à promouvoir les processus et les résultats d'appropriation a différents niveaux (local, provincial, national);
13. **Soutenabilité/Durabilité: Probabilité que les avantages du projet se maintiennent à long terme.**
14. Dans quelle mesure les organes de décision et les partenaires d'exécution du projet chapeau ont-ils pris les décisions et les mesures nécessaires pour assurer la pérennité et la soutenabilité de ses effets ?

 Au niveau local et provincial :* 1. Dans quelle mesure les institutions provinciales et/ou locales soutiennent-elles le projet chapeau ?
	2. Ces institutions disposaient-elles des capacités techniques et du leadership suffisants pour continuer à travailler avec le projet ou pour assurer sa montée en échelle ?
	3. Des capacités d'intervention ont-elles été mises en place et/ou renforcées chez les partenaires de mise en oeuvre?
	4. Les partenaires ont-ils les capacités financières suffisantes pour faire perdurer les avantages du projet ?
1. **La stratégie de partenariat**
2. L'approche de partenariat a-t-elle été efficace et quels types de partenariat ont été établis (politique, technique, financier, de partage de connaissance), avec qui et quel a été son impact sur l'atteinte des résultats?
3. La stratégie de partenariat a-t-elle créée des synergies (par exemple avec d'autres partenaires, d'autres projets du PNUD, le gouvernement, etc.), et dans quel sens?
4. **METHODOLOGIE**

Cette évaluation utilisera les méthodes et les techniques quantitatives et qualitatives correspondant aux besoins spécifiques d'information et permettant de répondre aux questions énoncées dans les TdR tout en tenant compte la des ressources disponibles et des priorités des acteurs. Notamment :* la consultation de toutes les sources d’information (e.a. les rapports trimestriels, semestriels et annuels de mise en œuvre, les rapports de missions de suivi, les comptes rendus des réunions de l’Unité de Coordination Conjointe (UCC) pour les projets conjoints du Nord et du Sud-Kivu, les rapports des réunions du Comité Technique de Suivi et du Comité de Pilotage, les documents de projet, les documents sur le I4S, etc.
* les méthodes appropriées pour la collecte des informations auprès des bénéficiaires et partenaires

L'équipe d'évaluation fera en sorte que les voix, les opinions et les informations données par les citoyens/participants ciblés par le projet conjoint soient prises en compte. Elle veillera également au principe de confidentialité pour les cas qui l’exigent. Une méthodologie plus détaillée ainsi qu’un plan de travail spécifique, y compris une matrice de conception par question principale d’évaluation, seront présentés par l'équipe d'évaluation au début de la missionCette évaluation sera menée par une équipe de deux consultants (Un consultant national et un consultant international)1. **PRINCIPAUX PRODUITS ATTENDUS DE L’EQUIPE D’EVALUATION**

Les consultants sont chargés de soumettre les livrables suivants:* **Rapport initial** (il sera soumis dans les 4 jours après la signature des contrats par l'équipe d'évaluation. L'ensemble de la documentation sur le projet Chapeau sera envoyé aux consultants avant leur arrivée sur place)

Ce rapport (maximum 10 pages) contiendra une première analyse des documents les plus importants, une méthodologie détaillée, ainsi qu’un calendrier de travail. Ce document sera discuté avec l’équipe de suivi de l’évaluation pour amendement et finalisation du calendrier.* **Une note à mi-parcours ;**

Cette note avec les premiers grands constats et le progrès de la mission, permettra d’échanger ces idées avec l’équipe de suivi de l’évaluation, mais aussi de discuter du programme et d’éventuelles mesures à prendre pour assurer la bonne continuation de la mission.* **Rapport provisoire** (il sera soumis dans les 15 jours suivant l'achèvement des visites de terrain)

Le projet de rapport final sera structuré comme proposé en annexe 2 et aura une longueur d’environ 30 pages. Il contiendra un résumé analytique (maximum 5 pages) présentant une brève description du projet Chapeau, de son contexte et de la situation actuelle, de l'objectif de l'évaluation, de sa méthodologie et de ses principaux résultats, conclusions et recommandations. Le rapport provisoire sera soumis aux membres de l’équipe de suivi de l'évaluation et au groupe de référence pour obtenir leurs commentaires et suggestions. * **Rapport final d'évaluation** (il sera soumis dans les 5 jours suivant la réception du projet de rapport final commenté)

Le rapport final intègrera les remarques, corrections et suggestions (pour la partie acceptée par la mission) du rapport provisoire et aura la même structure que le rapport provisoire  1. **ÉTHIQUE D'EVALUATION**

Cette évaluation sera conduite en conformité avec les principes énoncés dans [le Guide pour l’éthique de l’évaluation du Groupe des Nations Unies pour l’évaluation](http://www.unevaluation.org/ethicalguidelines)[[8]](#footnote-8) et [le code de conduite d'UNEG pour l'évaluation dans le système des Nations Unies](http://www.unevaluation.org/unegcodeofconduct)[[9]](#footnote-9).1. **ARRANGEMENTS DE GESTION**

 Les rôles et responsabilités clés dans les processus d’évaluation sont répartis comme suit : 1. **Équipe d'évaluation**: constituée d’un consultant international et d’un consultant national dont les profils sont définis en annexe. Rôles : soumettre l’approche méthodologique, effectuer l’évaluation, soumettre le projet de rapport, la présentation Power Point et le rapport final conformément aux termes de référence. L'Expert international supervisera l’expert national et assurera la qualité des résultats de l’évaluation afin de délivrer dans le temps imparti tous les produits attendus.
2. **Equipe de suivi de l’évaluation :** Ce groupe constitué des représentants des 6 sous-projet, le responsable de suivi de la mise en œuvre du projet et un spécialiste en suivi-évaluation du PNUD, ainsi qu’autant que possible le représentant du bailleur, appuient la mission pour l’organisation de la mission, la disponibilité des informations et discutent avec la mission d’évaluation le rapport initiale, la note de mi-parcours et (ensemble avec le groupe de référence) le rapport provisoire et le rapport finale.
3. **Groupe de référence** : Les représentants des principales parties prenantes (membres du comité de pilotage, partenaires nationaux, partenaires de mise en œuvre, donateurs, bénéficiaires locaux) pour appuyer la collecte des données requises et passer en revue le rapport provisoire pour la garantie de la qualité. Un atelier sera organisé avec le groupe de référence pour passer en revue le rapport provisoire.
4. **Rôle du PNUD :** Le rôle principal du PNUD est de mener l’ensemble de la coordination afin de gérer tout le processus d’évaluation avec l’équipe d’évaluation. Le PNUD devra aussi s’assurer de la dissémination et de l’utilisation des conclusions et des recommandations de l’évaluation afin de renforcer l’apprentissage avec les parties prenantes. Le PNUD contribuera financièrement à l’évaluation et apportera un support technique dans la réalisation de cette évaluation à travers ses Spécialistes en Suivi évaluation ainsi qu’un apport logistique sur le terrain ;
5. **Rôles des autres parties prenantes :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **No**  | **Parties prenantes**  | **Rôles clef attendus**  |
| 01 | Partenaires ONG de mise en œuvre : NRC, L&PI, INTERNATIONAL Alert, Agences du SNU : UNICEF, MONUSCO -DDRRR, PNUD, FAO et UN-HABITAT | * Collaborer et disponibiliser avec transparence et objectivité les informations exigées par l’évaluation
* Partager avec l’équipe d’évaluation 1 ou 2 questions majeures qu’ils souhaitent être adressées, abordées par l’évaluation et susciter ainsi davantage l’intérêt
* Utiliser les données de l’évaluation
 |
| 02 | Structures étatiques :Division Prov de la Jeunesse, , IPAPEL , STAREC | * Collaborer et disponibiliser avec transparence et objectivité les informations exigées par l’évaluation
* Partager avec l’équipe d’évaluation 1 ou 2 questions majeures qu’ils souhaitent être adressées, abordées par l’évaluation et susciter ainsi davantage l’intérêt
* Utiliser les données de l’évaluation
* Echanger sur la qualité des résultats de l’intervention en comparaison avec les normes et standards nationaux
 |
| 03 | Autorités locales  | * Soutenir tout le processus et à tous les niveaux
 |
| 04 | Bénéficiaires  | * Produire des feebback objectifs sur le processus de planification, de mise en œuvre et de coordination des activités
* Produire des feedback sur la manière et la collaboration avec toutes les parties prenantes (dignité) et le niveau de satisfaction au vu des résultats générés par le projet et les recommandations pour les interventions future
 |

 |

**Annexe 1 : Les objectifs spécifiques, les effets et les produits du projet de Renforcement de Capacités Communautaires en gestion des conflits et promotion de la Paix à l’Est de la RDC sont :**

1. Renforcer les Cadres de Concertation Intercommunautaires (CCI) dans la mise en œuvre des actions de transformation des conflits intercommunautaires (en territoires d’Uvira et de Fizi dans la province du Sud Kivu), afin de contribuer à la résolution des conflits fonciers entre agriculteurs et éleveurs et à la réduction des tensions interethniques (exécuté par Life and Peace Institute, LPI).
2. Faire bénéficier les populations ciblées de Luhonga/Masisi au Nord-Kivu soumises à un conflit foncier, de droits d’accès à la terre durablement sécurisés, d’une meilleure cohésion sociale et dynamique communautaire, et de moyens de subsistance améliorés, à travers la mise en œuvre d’une stratégie de sécurisation foncière intégrée (exécuté par FAO, PNUD et UN-Habitat).
3. Restaurer les liens sociaux et économiques afin de promouvoir la mise en place de solutions durables pour les personnes déplacées vulnérables, les rapatriés et les réfugiés dans les provinces du Nord et du Sud Kivu (exécuté par Norwegian Refugee Council, NRC).
4. Renforcer la consolidation de la paix et améliorer la bonne gouvernance au niveau communautaire dans des communautés ciblées dans la province du Nord-Kivu (exécuté par International Alert, IA).
5. Appuyer la stabilisation au Sud-Kivu, par le relèvement socio-économique durable et le renforcement des capacités de prévention et de résolution des conflits des populations (locales, retournées, rapatriées et relocalisées) dans les zones de retour situées autour de l’axe Miti-Hombo (exécuté par FAO-PNUD, avec un financement additionnel de la Suède pour l’UNICEF).
6. Renforcer les capacités opérationnelles de MONUSCO DDR/RR afin de maximaliser le retour des membres des groupes armés étrangers, notamment le FDLR (exécuté par MONUSCO-DDR/RR).

La durée initiale du projet est de 2 ans avec une extension sans coût de 6 mois. Son démarrage effectif date de Janvier 2013 et sa fin initiale était prévue au 31 décembre 2014, maintenant prolongée jusqu’au 30 juin 2015 ;

Ce projet renferme six effets (résultats) et 12 produits

***Effet 1****: Les Cadres de Concertation Intercommunautaires (CCI) sont renforcés dans la mise en œuvre des actions de transformation des conflits intercommunautaires (en territoires d’Uvira et de Fizi en province du Sud Kivu), à fin de contribuer à la solution des conflits foncier entre agriculteurs et éleveurs et à la réduction des tensions interethniques.*

**Produit 1.1***: au moins 2/3 des conflits identifiés sont résolus* : L&PI

**Produit 1.2**.*: les conflits liés à la transhumance sont réduits de 50% : L&PI*

**Produit 1.3** : *Comparée avec la baseline, la perception de la population est améliorée de 30%*

***Effet 2*** *: Les mécanismes de sensibilisation, de dialogue intercommunautaires et de prévention des conflits fonciers sont renforcés, les mécanismes de sécurisation des droits fonciers sont accessibles et les groupes et communautés dans les zones ou les conflits fonciers sont réglés profitent des opportunités de la relance économique, aussi bien agricole que non-agricole (Nord-Kivu)*

**Produit 2.1***: au moins 2/3 des conflits identifiés sont résolus : UN-HABITAT*

**Produit 2. 2 :** *40 OP**sont opérationnelles et la production agricole initiale par les ménages formés est augmentée de 50%: FAO*

**Produit 2.3 :** *200 Vulnérables ont développé une Activité Génératrice de Revenues (AGR) : PNUD*

***Effet 3****: Les obstacles pour des solutions durables relatives aux logements, à l'accès à la terre et la propriété sont adressés et les retournés les plus vulnérables (dans des zones géographiques spécifiques du Petit Nord Kivu) ont des logements dignes. 300 jeunes ont accès à une formation professionnelle et des revenus durables (Kando-Bunyakiri)*

**Produit 3.1***: 3 nouvelles Commissions d’Accueil et de Réinsertion (CAR) sont créées et sont opérationnelles. NRC*

**Produit 3.2**. : *75% de conflits identifiés sont résolus : NRC.*

**Produit 3.3***:* *1800 abris familiaux sont construits dont 80% occupés : NRC*

**Produit 3.4** : *9 infrastructures sont construites dont 80% sont fonctionnelles: NRC*

**Produit 3.5***: 70% des étudiants formés ont une activité économique 6 mois après la fin de leurs formations.*

**Produit 3.6****:** *1 centre de formation est construite et opérationnel, puis appuyé par 1 association Communautaire des parents. NRC*

***Effet 4****: Les structures communautaires ciblés ont des capacités accrues d’analyse de leur contexte sociopolitique et sont capable de d’entreprendre des actions de prévention et de résolution des conflits ; les relations entre gouvernants et gouvernants sont améliorés par biais de l'agreement et l'application des contrats sociaux (Masisi, Beni)*

**Produit 4.1***: Au moins 50% de conflits identifiés sont résolus.* International Alert

**Produit 4.2**. : *5 dialogues inter/intracommunautaires sont initiés et les communautés mettent au moins la moitié des recommandations en œuvre. International Alert*

**Produit 4.3***:* *20 émissions radios (de 45 minutes) mensuelles produites et 8 groupes d’écoute fonctionnels :IA*

**Produit 4.4** : *8 contrats sociaux développés, agréés, validés et appliqués: IA*

**Produit 4.5***: 3 Foras Provinciaux tenus, s’adressant aux causes des conflits et les autorités provinciales mettent en œuvre 40% des recommandations. IA*

***Effet 5 :****: Le programme est sensible au conflit et contribue au renforcement des capacités locales de consolidation de la paix. Les moyens d’existence sont améliorés d’une manière durable et l’économie locale et l’agriculture sont relancées. Axe Miti-Hombo, Sud-Kivu (Axe Mitti-Hombo)*

**Produit 5.1***: 2/3 des 5.000 ménages ont amélioré leurs conditions de vie. UNICEF*

**Produit 5.2**. : *25 Organisations Paysannes opérationnelles : FAO*.

**Produit 5.3***:* *1 mini/microcentrale hydro-électrique est construite et sert au moins 3.000 ménages: PNUD*

**Produit 5.4** : *La production des 5.000 ménages appuyés a augmenté de 1/3 et les pertes après récolte sont réduites d’1/3:*

**Produit 5.5***: La radio communautaire est fonctionnels et la population servie apprécié la qualité des émissions : PNUD*

***Effet 6****:* Le retour des membres des groupes armes étrangères est promu

**Produit 6.1***: Tous les membres des groupes armés étrangers retournés dans leur pays (ou sont intégrées dans la vie civile pacifique)*

**Annexe 2: Modèle de rapport d’évaluation (versions provisoire et finale)**

1. Page de couverture
2. Sommaire
3. Liste des abréviations
4. Résumé Exécutif

3. Introduction

* + Contexte, objectif et approche méthodologique
	+ Objet de l'évaluation
	+ Méthodes utilisées dans l'évaluation
	+ Contraintes et limites de l'étude menée

4. Description des interventions de développement menées

* + Description détaillée des interventions de développement menées : description et évaluation des produits livrés (ou non) et des réalisations ainsi que de la façon dont le projet a fonctionné.

5. Niveaux d'analyse : Les critères et les questions de l'évaluation (toutes les questions présentées dans les TdR doivent être abordées et traitées)

6. Conclusions et enseignements tirés (par ordre de priorité, présentation claire et structurée)

7. Recommandations

8. Annexes du rapport d’évaluation

* + TDR pour l’évaluation
	+ Matrice de conception d’évaluation
	+ Liste des personnes ou groupes interviewés ou consultés et des sites visités
	+ Liste des documents d’aide révisés
	+ Cadre des résultats des Programmes
	+ Tableaux de résumé des déductions

**Annexe 3 : Qualifications des consultants**

**Qualifications du consultant international senior (Team Leader d’Equipe)**

* Diplôme universitaire supérieur en Sciences sociales, gestion, développement rural ou discipline apparentée (au minimum BAC +5)
* Au moins 10 ans d'expérience dans la gestion et de la conduite des évaluations des projets/programme de développement ayant trait aux secteurs sociaux de base, promotion des économies locale,…
* Une vaste expérience dans l’utilisation de méthodologies innovatrices et l’évaluation des résultats en l’absence d’évidences empiriques rigoureuses pour démontrer les liens de causalité.
* Démontrer de bonnes qualités en réflexion stratégique de haut niveau et des compétences en politiques de développement.
* Connaissance approfondie des méthodes et procédures de supervision et d’évaluation de projets et programmes ;
* Connaissance pratique de la gestion axée sur les résultats et des domaines transversaux comme le développement de capacités et l’approche genre ;
* Capacité d’analyse organisationnelle avérée;
* Compétences en gestion d’équipe d’évaluation et des aptitudes rédactionnelles en français et en anglais ;
* Une bonne connaissance du système des Nations Unies, en particulier le PNUD, l’UNICEF, UNHABITAT et la FAO serait un atout.
* connaissance de la RDC, du Nord et du Sud-Kivu en particulier serait un atout
* Excellent leadership et compétences managériales.
* Excellentes capacités de facilitation avec l’utilisation de certaines méthodes participatives
* Solides capacités rédactionnelles en français ;
* Sens élevé de responsabilité et aptitude à délivrer des résultats de qualité dans les délais

**Qualifications du consultant national**

* Diplôme universitaire supérieur en Sciences sociales, gestion, ou discipline apparenté (au minimum BAC +5)
* Au moins 7 ans d'expérience dans la gestion et de la conduite des évaluations des projets/programme ayant trait aux secteurs sociaux de base, promotion des économies locale,…
* Une vaste expérience dans l’utilisation de méthodologies innovatrices et l’évaluation des résultats en l’absence d’évidences empiriques rigoureuses pour démontrer les liens de causalité.
* Démontrer de bonnes qualités en réflexion stratégique de haut niveau et des compétences en politiques de développement.
* Connaissance approfondie des méthodes et procédures de gestion d’évaluation de projets et programmes ;
* Connaissance pratique de la gestion axée sur les résultats et des domaines transversaux comme le développement de capacités et l’approche genre ;
* Capacité d’analyse organisationnelle avérée;
* Compétences et aptitudes rédactionnelles en français ;
* Une bonne connaissance du système des Nations Unies, en particulier le PNUD, l’UNICEF, UNHABITAT et la FAO serait un atout.
* connaissance du Nord et du Sud-Kivu serait un atout
* Excellentes capacités de facilitation avec l’utilisation de certaines méthodes participatives
* Aptitude à délivrer des résultats de qualité dans les délais

**Annexe 4 : Documents Projet Chapeau à examiner (la liste n’est pas exhaustive)**

* Document de projet : cadre de résultats et cadre de suivi-évaluation
* Rapports de mission
* Rapports trimestriels, Semestriels et annuels
* Rapports de l’Unité Conjointe de Coordination (UCC)
* Rapports des visites conjointes
* Rapports du comité technique de suivi
* Rapports comité de pilotage
* Plan de suivi évaluation
* Plan de travail annuel
* Informations financières
* Documentation sur le I4S
* ….

**Annexe 5 : Calendrier provisoire de la mission d'évaluation**

|  |  |
| --- | --- |
| Etapes | Période approximative |
| Arrivée des évaluateurs à l’Est de la RDC ( Sud Kivu et ensuite Nord Kivu) | J |
| Briefing avec le PNUD et le bailleur | J+1 |
| Revue des documents clés, Préparation du plan d’évaluation et consultation avec l’équipe en charge de gestion de l’évaluation et présentation de la méthodologie  | Cette étape débutera avant l’arrivée des consultants pour gagner en temps |
| Discussion du rapport initiale | J+5 |
| Mission sur terrain dans le Sud-Kivu (Axe Mitti-Hombo et Uvira, Baraka) Contact avec les autres parties prenantes à Bukavu, Bunyakiri, Uvira et Baraka ou Minembwe)  | J+6 – J+14 |
| Note mi-parcours | J+15 – J+17 |
| Mission sur terrain dans le Nord-Kivu (Luhonga ; Kamuronza ; Petit Nord-Kivu ; Kiwanja ; Kanyabayonga et Beni (si possible) Contact avec les autres parties prenantes  | J+18 – J+26 |
| Soumission rapport provisoire | J + 31 |
| Commentaires du 1er draft rapport (et collecte des informations additonnelles) | J+32 – J+35 |
| Séance de validation interne | J+36 – J+37 |
| Atelier de présentation (avec le Gouvernement) | J+39 |
| Soumission rapport final | J+45 |

1. Projet Conjoint Un-Habitat-PNUD-FAO [↑](#footnote-ref-1)
2. Volet International Alert [↑](#footnote-ref-2)
3. Si jamais la sécurité le permet [↑](#footnote-ref-3)
4. NRC au Nord Kivu [↑](#footnote-ref-4)
5. MONUSCO DDRRR [↑](#footnote-ref-5)
6. Projet Conjoint UNICEF-PNUD-FAO et NRC (Kando) [↑](#footnote-ref-6)
7. L&PI [↑](#footnote-ref-7)
8. [↑](#footnote-ref-8)
9. [↑](#footnote-ref-9)